

Amiral Guillaud, chef d'état-major des armées : « Permettre aux forces afghanes de prendre le relais »

Relations internationales, organisation des armées, conduite des opérations et parmi elles, l'Afghanistan, pour laquelle « l'année 2010 sera une année déterminante » : l'amiral Edouard Guillaud, fait un point sur les dossiers importants de l'état-major des armées. Un entretien publié dans le numéro de mars du magazine *Armées d'aujourd'hui*, et que nous vous livrons intégralement.

Amiral, quels sont les temps forts de votre vie militaire ?

Tout d'abord une vraie vie de marin, avec des déploiements opérationnels sur tous les océans et en Méditerranée orientale, des affectations dans trois des quatre « armes » de la marine (surface, sous-marins et aéronautique navale) et quatre commandements à la mer très différents : dragueur de mines, navire amphibie, aviso-escorteur, porte-avions. Le plus emblématique est bien sûr celui du porte-avions Charles-de-Gaulle dont j'ai accompagné la conception puis la construction et que j'ai eu l'honneur de commander pour sa mise en service opérationnel et ses premiers déploiements. J'ai beaucoup appris également de mes services à bord de La Paimpolaise, de deux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), de L'Amyot d'Inville, du Du Chayla, du Kersaint, et du Clemenceau, tant dans le domaine du commandement et des opérations que dans celui de la mer, qui ne souffrent pas la faiblesse. J'ai connu d'autres expériences, également fortes, en tant que préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord et, tout récemment, aux fonctions de chef de l'état-major particulier du président de la République. Il s'agissait, particulièrement en ces années qui ont vu l'élaboration du Livre blanc et la décision de la pleine participation de la France à l'Otan, de conseiller le président de la République, chef des armées, non seulement sur les opérations militaires mais aussi sur les orientations stratégiques, politico-militaires, budgétaires et organiques. Ce travail s'exerçait évidemment en liaison très étroite avec le Cema, mon prédécesseur auquel je rends un hommage appuyé pour le travail exceptionnel qu'il a accompli et que je poursuivrai avec détermination.



Inspection de la FOB Tagab en Afghanistan - crédit photo : EMA

Quels sont vos premiers dossiers ?

À bien des égards, nous vivons une période charnière pour notre défense. De nombreuses réflexions sont en cours en France, chez nos principaux partenaires comme les États-Unis et la Grande-Bretagne et dans les grandes organisations internationales, notamment l'Otan et l'UE. Dans notre pays, les fruits de cette réflexion ont trouvé une expression aboutie dans le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale qui décrit une évolution d'ampleur de notre défense. Cette évolution est profonde. Directement ou par ses conséquences elle touche tous les compartiments de l'action du Cema : la conduite des opérations en premier lieu, mais également la préparation de l'avenir, les relations internationales, l'organisation des armées et les ressources humaines. Dans chacun de ces domaines des dossiers majeurs sont donc ouverts.

Dans le domaine des opérations, 2010 sera une année déterminante en Afghanistan où les

efforts de la communauté internationale et de l'Otan, la détermination et le courage des militaires français, doivent commencer à produire leurs effets. La lutte contre la piraterie exigera un effort constant, une coordination internationale accrue et une approche globale dont l'Union européenne est LE moteur. Sur les autres théâtres où nos forces sont engagées je veillerai à ce que nos dispositifs soient continuellement adaptés à la situation sur le terrain. On l'oublie trop souvent mais la réelle signification de la diminution de notre présence militaire en Bosnie, au Kosovo, ce n'est pas le désengagement, c'est le succès de la mission !

Par ailleurs, l'élaboration du nouveau concept stratégique de l'Otan, la fin de renégociation de nos accords avec nos partenaires africains, la poursuite du renouvellement de nos équipements, la réforme du ministère et la mise en place des bases de défense seront également des dossiers de toute première importance.

Quels résultats attendez-vous sur le théâtre afghan ?

L'objectif du président de la République est celui que nous avons défini avec nos partenaires au sein de l'Otan, c'est celui de la FIAS : atteindre un niveau de stabilité suffisant pour permettre aux forces de sécurité afghanes de prendre le relais. L'atteinte de cet objectif suppose une recherche d'efficacité accrue à la fois dans nos opérations de sécurisation, nos opérations au profit de la population et nos actions de formation et de tutorat auprès de l'armée afghane. Nos OMLT œuvrent remarquablement avec l'armée nationale afghane, comme vient de le souligner récemment le commandement de la FIAS, qui évalue nos instructeurs parmi les meilleurs de la Coalition. Mais il n'y a pas que l'action, même de tutorat, il y a aussi la capacité opérationnelle des kandaks. Je note que si le kandak 31 que nous accompagnons est choisi par le commandement afghan pour participer aux opérations dans le Helmand, c'est que son niveau opérationnel est jugé excellent. Par ailleurs, je souhaite intensifier l'effort sur les opérations menées conjointement entre la brigade La Fayette et les forces de sécurité afghanes, pour parvenir progressivement à leur pleine autonomie dans nos zones de responsabilité. Enfin je note le patient et opiniâtre travail de notre brigade pour permettre les conditions du développement de la Kapisa et de la Surobi ; ce travail essentiel est en train de modifier l'état d'esprit des populations locales, ce que les talibans de toutes obédiences prennent pour une menace pour leurs rackets et leurs exactions.

2010 sera également une année clé de la réforme des armées, quels en sont les enjeux ?

La réforme des armées et du ministère répond à des objectifs précis qui découlent à la fois de la RGPP et de la stratégie de défense et de sécurité exposée dans le Livre blanc. C'est une opération majeure. Elle intègre des contraintes telles que les recherches d'économie traduites notamment par des réductions d'effectifs, des redéploiements de nos unités. Mais cette opération vise d'abord une plus grande efficacité au service de notre priorité, l'engagement opérationnel. Les modes d'action en sont connus avec pour le soutien, les bases de défense qui sont la partie la plus visible de cette transformation.

La mise en application de la réforme nous appartient. Nous connaissons les facteurs de succès de l'opération : la détermination pour surmonter les difficultés quotidiennes, le pragmatisme pour y apporter des solutions et surtout la solidarité qui doit animer les armées. La force de cette réforme est de laisser une place réelle aux initiatives locales, de s'appuyer sur le terrain, plutôt que de s'enfermer d'emblée dans un schéma unique ou dogmatique.

En milieu d'année, nous aurons tiré le bilan de l'expérimentation et défini le modèle des bases

de défense. Après la phase d'exploitation des résultats, je compte soumettre au ministre de la Défense un plan de mise en œuvre. Puis j'entends que les ordres soient donnés à l'automne et permettent un déploiement effectif de l'ensemble des bases de défense en 2011.

Que dites-vous aux acteurs de la réforme ?

Chacun d'entre nous, militaire ou civil, quel que soit son poste, est un acteur de cette réforme. Nous sommes impliqués, collectivement et individuellement, la réforme n'est pas une affaire de spécialistes. Je sais que dans les groupements de soutien des bases de défense ainsi que dans les unités il ne manque ni bonne volonté ni pragmatisme ni envie de servir pour proposer des solutions adaptées.

Regardez ce qui a déjà pu être fait à Nancy : voilà une base de défense, qui compte dans les formations soutenues une base aérienne, deux régiments de l'armée de terre, un service interarmées de la solde, des unités du SGA soit plus de 4 000 personnes, où manifestement tout le monde se sent investi par la mission si j'en juge par le nombre d'initiatives locales. Nancy en est déjà à homogénéiser ses achats et ses marchés, à organiser son parc de véhicules, tout en veillant à la préparation opérationnelle du personnel dédié au soutien. Nancy tire parti, c'est sûr, d'avantages locaux que d'autres bases de défense n'ont pas, mais son dynamisme me semble exemplaire, traduisant exactement cette culture du soutien que nous voulons. Faut-il rappeler que le soutien est une mission militaire et non une tâche annexe, qu'il est essentiel à l'efficacité des forces ?

Enfin je veux rappeler que cette réforme ne concerne pas uniquement les unités et les militaires de « terrain ». Le regroupement des états-majors et de l'administration centrale sur le site de Balard modifiera profondément l'organisation du haut commandement. Cette démarche promet des relations simplifiées et plus directes entre les responsables de la Défense, les armées, la Direction générale de l'armement (DGA), le Secrétariat général pour l'administration (SGA), et donc une efficacité accrue.

Avec le décret de 2009 qui redéfinit les attributions du Cema on constate que l'interarmées prend une nouvelle ampleur dans le domaine organique, pourquoi ?

La dimension interarmées est la clef de cette réforme parce qu'elle est la clef des engagements opérationnels. Terriens, marins et aviateurs œuvrent ensemble sur les théâtres d'opérations depuis suffisamment longtemps pour que cette nécessité soit devenue une évidence. L'interarmisation est une évolution nécessaire dont nous connaissons les limites. La culture de chaque armée est une référence fondamentale dont la puissance se mesure dans les crises, dans les combats. Cette culture doit être respectée, c'est un gage de notre efficacité, elle le sera dans les bases de défense comme elle l'est sur les théâtres d'opérations. Pour autant elle doit également intégrer l'impératif interarmées. Il permet de combiner dans l'action les capacités des armées, il permet également de préparer l'avenir en procédant aux arbitrages et aux prises de décision tout en veillant à la cohérence globale des capacités, il permet enfin de renforcer nos relations militaires internationales, de développer une politique cohérente des ressources humaines et d'assurer un soutien commun mutualisé. Tout cela nécessite d'étroites relations entre l'Ema et les armées, directions et services ainsi qu'un pilotage unique.

Quel regard les Français portent-ils sur leur armée ?

Sans aucun doute un regard très positif ; c'est ce que démontrent avec constance tous les

sondages. Le grand public sait que les armées françaises sont une référence en Europe. Le spectre de leurs activités est extrêmement large. Mise en œuvre permanente de la dissuasion, opérations en coalition à terre, en mer et dans les airs, évacuations de ressortissants, actions spéciales, intervention humanitaire d'urgence, renseignement. Nous combinons, à notre échelle, un ensemble de capacités dont très peu de pays disposent. Les militaires étrangers en sont peut-être plus conscients que nous-mêmes. Ces capacités sont servies par des militaires qui ont hérité d'une solide tradition militaire qui distingue la force morale et les vertus exemplaires du soldat.

C'est une réelle richesse pour notre pays, une richesse que nous devons cultiver pour faire face aux temps incertains qui viennent.

Quels seront vos premiers déplacements ?

J'irai en priorité à la rencontre des détachements qui se préparent à être projetés en opérations extérieures. Ainsi au camp de Mailly au mois de mars alors que le futur état-major de la brigade La Fayette y terminera sa montée en puissance. Je compte également me rendre à la rencontre de nos forces en Afghanistan, au Liban et en Afrique.

Parce que nous sommes en Europe, dans l'UE et dans l'Otan, je verrai très rapidement mes homologues européens et nord-américains.

Enfin, je me rendrai également dans les organismes interarmées et dans les bases de défense, qui sont au cœur de la transformation de nos armées.

Propos recueillis par la rédaction

http://www.defense.gouv.fr/defense/articles/amiral_guillaud_chef_d_etat_major_des_armees_permettre_aux_forces_afghanes_de_prendre_le_relais

Mars 2010.